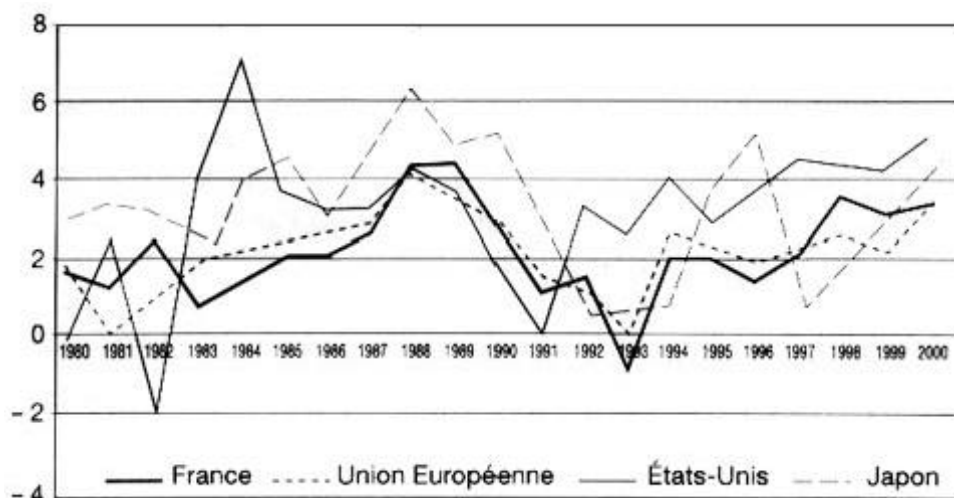


***Vous analyserez les effets de la construction de l'Union Européenne sur la croissance économique des pays concernés.***

**Document 1** - La croissance annuelle du PIB en volume de 1980 à 2000 (en %)

Source : D'après OCDE, in Problèmes Économiques <http://www.ladocfrancaise.gouv.fr>, nov 2000



**Document 3**

Pour obtenir la pleine efficacité économique qu'on attend du marché unique et de l'union économique et monétaire, trois conditions essentielles sont classiquement formulées : le fonctionnement des quatre libertés<sup>1</sup>, l'égalité des conditions de concurrence, la compatibilité des politiques macroéconomiques.

La liberté de *circulation des biens et services* implique a priori que chaque pays laisse entrer tout ce qui vient d'un autre pays. [...]

La liberté de *circulation des travailleurs*, pour être complète, requiert la liberté de circulation et d'installation dans le pays étranger de la famille des travailleurs ; ceci est procuré par les accords de Schengen. [...] Elle requiert aussi qu'un travailleur migrant conserve les avantages acquis (notamment pour la retraite) dans chacun des pays où il travaille et bénéficie des avantages instantanés (maladie, avantages familiaux) de la législation du pays où il travaille.

La liberté de *circulation des capitaux* pose des problèmes spécifiques. Économiquement, elle s'impose pour favoriser leur orientation là où ils sont a priori les plus efficaces. Mais les capitaux sont sources de revenus, d'où le souci du maintien de la possibilité, pour chaque État, de taxer les revenus comme il l'entend.

Source : Pierre MAILLET, « La politique sociale européenne : mythe ou réalité prochaine ? », Revue du Marché commun et de l'Union européenne, n° 439, juin 2000.

1 - Il s'agit des libertés de circulation des biens, des services, des travailleurs et des capitaux.

**Document 4**

La monnaie unique fera disparaître l'un des outils utilisés par les États pour rétablir les équilibres détériorés par des chocs sociaux, financiers ou politiques : la politique de change. Certes, la probabilité d'un choc affectant un seul état diminue avec la plus grande intégration des pays partenaires mais elle n'est pas nulle. Faute de pouvoir agir avec l'arme monétaire, il faudra recourir au ajustement des facteurs réels de production : main-d'œuvre et capitaux. La perte de cet instrument de compétitivité et de rééquilibrage pourrait inciter les États membres à résoudre leurs problèmes de compétitivité par la réduction des coûts des acquis sociaux. Au risque de « dumping monétaire » alors écarté pourrait venir se substituer un risque de « dumping social ». Ce risque est d'autant plus grand que, face à l'élargissement de l'union à des économies socialement moins avancées, les accords restent insuffisants en matière de garanties sociales.

Source : Monique ALLERON, Philippe BON, Jean-Jacques BONNAUD, *Les enjeux de l'euro*, Économica, 1999.

**Document 5**

L'action budgétaire est le seul instrument d'action publique encore disponible pour soutenir une économie en panne de croissance. Cette action passe pour l'instant par les budgets nationaux, dans la mesure où le budget européen reste très faible - moins de 1,5 % du PIB de la zone. [...]

Pour autant, chaque pays de la zone euro ne pourra agir complètement à sa guise en matière de politique budgétaire. Car toute augmentation des déficits budgétaires se traduira par une montée des taux à long terme, et donc du coût des emprunts en euros, qui pourrait être défavorable à la croissance de l'ensemble de la zone. [...]

L'endettement trop important d'un pays peut aussi conduire à considérer l'ensemble des pays de la zone comme plus risqués. C'est pourquoi le pacte de stabilité a été mis en place, pour empêcher les pays de s'endetter trop alors qu'ils partagent une monnaie commune.

Pourtant, en fixant une limite permanente de 3 % du PIB aux déficits budgétaires, le pacte de stabilité fait craindre qu'un pays dont le déficit budgétaire serait proche de ce niveau puisse agir de manière adaptée pour soutenir l'activité, ce qui peut passer par un niveau de déficit bien plus élevé sur une période limitée. Selon le traité, les pays qui dépassent la limite des 3 % peuvent se voir infliger des amendes.

Source : « Quelles politiques budgétaires dans la zone euro ? », Alternatives économiques, Hors-série n° 40, 2<sup>e</sup> trimestre 1999.

**Document 2**

L'adoption d'une monnaie unique présente de nombreux avantages.

En premier lieu, le fait d'adopter une monnaie unique annule le risque de change au sein de la zone [...]

Les coûts de transaction liés aux échanges et aux relations financières avec les autres pays de la zone se trouvent également considérablement réduits (élimination des coûts de conversion).

Par ailleurs, la plus grande stabilité de la politique économique, associée à la réduction du risque de change, conduit à une diminution de la prime de risque sur les taux d'intérêt (celle-ci est déjà observée dans plusieurs pays de la zone). Ce mouvement contribue à réduire le coût du crédit et favorise la croissance de l'investissement des entreprises. Cela contribue à améliorer les performances économiques dans une perspective de long terme.

Enfin, le fait que les prix soient libellés dans une même monnaie favorise leur comparaison et accroît l'efficacité du marché, de sorte que le niveau des prix a tendance à augmenter moins vite, favorisant ainsi une croissance soutenue sans risque de tensions inflationnistes.

Source : Laurent MOULIN, « L'euro a un an », Écoflash, janvier 2000.

**Document 6** - Coûts horaires de la main-d'œuvre dans l'industrie en 1996  
Indice base 100 Union Européenne

Allemagne	131
Belgique	127
Autriche	122
Suède <sup>1</sup>	118
Danemark	114
Pays-Bas	112
France	111
Zone Euro	107
U.E 15	100
Japon	98
Finlande	98
Luxembourg	96
États-Unis	86
Italie <sup>1</sup>	85
Espagne	74
Irlande	68
Grèce	48
Portugal	30

Source : D'après New Release Eurostat, N° 74/99, 29 juillet 1999.

1 - 1997

Royaume-Uni non disponible.